# LES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN RD. CONGO :

*pour une gestion assise sur le binôme « institutions-leadership » comme facteur historique de leur performance*

par

**Jean - Lucien BUSSA TONGBA**

*Chercheur indépendant et Doctorant en Sciences Economiques,*

*Université de Kinshasa*

**Résumé**

*Le hiatus entre les potentielles richesses de la République Démocratique du Congo et la dynamique de la pauvreté que présente le pays depuis 1960, avec la situation sociale de la population, toujours inquiétante, etc., interpellent toute bonne conscience. Certes, face à cette situation qui va toujours crescendo en dépit des efforts que consentent les différents gouvernements que le pays a connus, les yeux des analystes des sociétés tournent vers les entreprises du portefeuille de l'Etat congolais, car listées parmi les instruments de la création des richesses et des services en vue du bien-être des congolais. Pour ce faire, avec la méthode systémique, complétée par l'analyse contrefactuelle, cette réflexion passe en revue la situation de ces entreprises, en esquisse un état des lieux et propose des solutions pour qu'elles participent à la croissance économique du pays par la recommandation de la gestion assise sur « le binôme : institutions-leadership ».*

**Mots-clés :** *Etat, entreprises du portefeuille, croissance économique, institutions-leadership, performance, RD. Congo*

**Abstract**

*The discrepancy between the potential wealth of the Democratic Republic of Congo and the dynamics of poverty in the country since 1960, with the social situation of the population still worrying, etc., challenges every good conscience. Faced with this situation, which continues to crescendo despite the efforts of the country's various governments, business analysts are turning their attention to the companies in the Congolese government's portfolio, as they are among the instruments for creating wealth and services for the well-being of the Congolese people. To this end, using the systemic method, complemented by counterfactual analysis, this paper reviews the situation of these companies, outlines their current status and proposes solutions to ensure their participation in the country's economic growth, by recommending management based on "the binomial: institutions-leadership".*

Keywords : *State, portfolio companies, economic growth, institutions-leadership, performance, DR. Congo.*

## INTRODUCTION

La poursuite du bien-être de la population via la croissance économique est une préoccupation légitime pour tout gouvernement responsable. Certes, en République Démocratique du Congo, en dépit de ses multiples potentialités naturelles, la pauvreté[1] et l'insécurité alimentaire s'imposent à travers le pays comme une culture.[2] En effet, cette production scientifique répond, principalement, à cette question : que faut-il faire pour que les entreprises du portefeuille participent à la croissance économique et/ou au développement du pays en vue du devenir meilleur des congolais ?

Plusieurs facteurs expliqueraient ce manque de performance de ces entreprises, qui entretiennent la situation misérabiliste de la population. L'étude retient entre autres, la vétusté de leurs outils de production,

[1] AHMED MOUMMI, « Analyse de la pauvreté en République Démocratique du Congo », *dans Working paper,* SERIES n°112, BAD, Tunis, Août 2010, pp. 10- 14.

[2] WINGENGA– WI– EPENDO « L'Emergence d'une culture de la pauvreté dans les villes du Congo – Kinshasa » dans *MES,* n° 001 du septembre & octobre, 2001, pp. 2-11.

la mauvaise gouvernance, etc., doublées de l'absence des valeurs de référence dans l'agir historique de leurs gestionnaires.[3] Pour ce faire, tout en rappelant le rôle déterminant que doit jouer l'Etat congolais dans la relance de ses entreprises, qui doivent être considérées comme la locomotive de la croissance économique, cette réflexion plaide pour une gestion axée sur les intérêts républicains et assise sur « le binôme : institutions-leadership ».[4]

Il sied de souligner que le développement de l'analyse se poursuit sous l'égide de l'approche systémico[5]-contrefactuelle.[6] Celle-ci, est soutenue par la documentation et l'observation,[7] etc., comme techniques de collecte des données. Néanmoins, en dehors de cette brève introduction, nous signalons que l'étude est structurée en deux grands points. Si le premier s'occupe des généralités théoriques et de l'état des lieux des entreprises du portefeuille de l'Etat en RD. Congo,[8] le deuxième, cependant, planche sur les possibilités de leur relance.[9] Une brève conclusion met un terme à cette étude.

## I. DES GENERALITES SUR LES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN RD. CONGO

A ce niveau de cette réflexion, l'obligation qui est la nôtre, consiste à esquisser un état des lieux de la participation des entreprises du portefeuille de l'Etat congolais dans la croissance économique et/ou dans le procès de développement du pays. A cet effet, nous allons commencer par discuter brièvement de la croissance économique, puis, viendra un condensé d'informations sur la structure du portefeuille de l'Etat congolais.

En effet, le sociologue Lombeya Bosongo Likund'elio présente la société étatico-nationale comme : « …, ces hommes en actes qui bâtissent dans la solidarité. La société est ces hommes volontaristes, fondateurs

---

[3] A ce sujet, lire utilement, BOLIMA BOLITSI, W., « De la criminalisation de l'Etat comme mode de gestion des entreprises publiques en République Démocratique du Congo : Notre point de vue sur les valeurs et la force de la loi comme de l'anthropo-socio-thérapie », *dans M.E.S,* n° 129, Vol. 1 du Juillet- Août, Kinshasa- RDC, 2023, pp. 57- 65. Puis, lire encore, BOLIMA BOLITSI, W., « La République Démocratique du Congo, un Etat faible par son groupe porteur. Essai d'une socio - thérapie », *dans la revue Regard lucide*, n°1 du Janvier- Février-Mars, 2021, Kinshasa- RD. Congo, pp. 93-118.

[4] BUSSA TONGBA, J - L, « La diversification de l'économie congolaise… » dans : LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA RD. CONGO. « RDC TERRE D'ESPOIR », Conférence-débat, FASEG, UNIKIN, 20 JUIN 2024.

[5] KUYUNSA, B. G., & SHOMBA, K. S., *Initiation aux méthodes de recherche en Sciences sociales*, Kinshasa, P.U.Z, 1995, pp. 106- 113.

BUSSA TONGBA, J-L., & BOLIMA BOLITSI, W., « Du cadre méthodologique et de la légitimation des résultats d'une recherche scientifique : point de vue sur la portée stratégique de l'analyse contrefactuelle dans la saisie de l'effectuation d'un possible parmi les possibles dans un champ social », dans *M.E.S,* n°134, vol. 1, du Mai-Juin, Kinshasa-RD.C, 2024, pp. 9-24. Puis, lire, encore, QUENTIN DELUERMOZ & PIERRE SINGARAVELOU, « Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire », dans *Revue de l'Histoire Moderne et Contemporaine*, Vol. 59-3, n°3, 2012, *passim.*

[7] KUYUNSA, B. G. & SHOMBA, K. S., *op- cit,* pp. 58- 75

[8] Donnée de l'observation participante. Puis, lire encore à ce sujet, BUSSA TONGBA, J- L, *L'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en RD. Congo de 1980 à 2006,* Mémoire de DEA en Sciences économiques, FASEG-UNIKIN, Juillet 2010.

[9] BUSSA TONGBA, J -L, « Quid de la diversification de l'économiee de la RD. Congo? Analyse comparative des exportations et importations », dans *M.E.S,* n°134, vol. 1, du Mai-Juin, Kinshasa-RD.C, 2024, pp.9-24.

d'espaces étatiques, économiques, culturels. La société regorge les hommes en actes qui luttent contre d'autres, pour défendre un espace bien commun. La société constituée par ces hommes en actes, est l'esprit partagé de conquête, de domination, de grandeur voulue, recherchée, bâtie. Parce que la société, ces hommes en actes, est cette affirmation permanente, quête de soi et des siens, dans et par un avenir, dans et par un devenir,… ».[10] Il ressort de cette compréhension de la nation que celle-ci, pour dire la société nationale, exige la cohésion, doublée de l'intégration des citoyens en vue de leur « salut commun ». C'est dans cette perspective qu'il faut considérer la problématique, entre autres, de la croissance économique, de la diversification de l'économie nationale et du développement du pays, doublé du bien-être de son peuple, etc., comme de la nécessité existentielle.

Point n'est besoin de rappeler que la croissance économique d'une nation demeure aussi tributaire de l'apport historique des entreprises du portefeuille de l'Etat, ses établissements et/ou ses services publics. etc.[11] Tout Etat responsable, pour préserver son indépendance politique, mieux, sa souveraineté, doit rassurer son indépendance économique en amont. Voilà pourquoi, il y a des législations qui imposent que l'économie nationale soit détenue par les nationaux et que, malgré le libéralisme économique mondialisé, certains secteurs clés soient aussi gérés par l'Etat lui-même.[12] La République Démocratique du Congo ne déroge pas à cette évidence.

Cette analyse met en exergue le rôle de l'Etat dans la gestion utilitaire de l'économie nationale, selon que ce dernier devrait être appuyé par des entreprises de son portefeuille. Elles doivent contribuer efficacement au budget de l'Etat, tout en assurant des richesses et des services, etc, à la population. La croissance économique étant définie, dans le cadre de cette réflexion, comme : « … l'accroissement matériel des quantités produites, par des gains équitablement répartis peut donc avoir des retombées sociales, culturelles et mentales durables. Il en résulte un bien-être général qu'on peut appeler développement ».[13]

Autrement dit, il y a lieu de parler de la croissance économique lorsqu'une société étatico-nationale, historiquement située, par des lourds investissements, l'augmentation de la quantité de la production reste rassurée. Celle-ci aurait aussi de l'impact sur le social, la culture, l'environnement et les mentalités durables de la population concernée. Dans le cas de la République Démocratique du Congo, il est utile de faire savoir que les entreprises du portefeuille de l'Etat ont pour vocation de participer à la croissance économique du pays. Les tableaux ici-bas offrent, de manière non limitative, la liste des Entreprises du portefeuille de l'Etat congolais (Sociétés commerciales, Etablissements et des Services publics),[14] etc.

**Tableau I. Liste de quelques sociétés du portefeuille de l'Etat**

| N° | Dénomination | Sigle |
|---|---|---|

[10] LOMBEYA BOSONGO LIKUND'ELIO, *Etat et système socio-économique,* Cours inédit, L1 Economie, FASEG-UNIKIN, Kinshasa, 2016-2017, *passim.*

[11] BOLIMA BOLITSI,W., & MASUMBU KALONDA, S., « Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'État dans l'émergence des Dragons d'Asie orientale. « Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la RD. Congo ? », dans *M.E.S,* n° 56 du Septembre-Octobre, Kinshasa- R.D.C, 2009, pp. 33-72.

[12] *Idem.*

[13] A ce sujet, lire utilement, LOMBEYA BOSONGO, L., *Sociologie générale,* citée par BOLIMA BOLITSI, W., *Apprendre la sociologie pour comprendre la société et réussir la pratique de l'économie politique,* Tome I, Eds. PUK, Kinshasa- RD. Congo, 2023, *passim.*

[14] Ces tableaux sont aussi complétés par les données de l'observation.

| | | |
|---|---|---|
| | **1. Secteur Mines** | |
| 01 | - Générales des Carrières et des Mines | GECAMINES |
| 02 | - Société de Développement Industrial et Minier au Congo | SODIMCO |
| 03 | - Office des Mines d'Or de Kilo-Moto | OKIMO |
| 04 | - Enterprise Menière de Kisenge Manganèse | EMK-Mn |
| | **2. Secteur Energie** | |
| 05 | - Régie de Distribution d'Eau | REGIDESO |
| 06 | - Société Nationale d'Electricité | SNEL |
| 07 | - Congolaise des hydrocarbures | COHYDRO |
| | **3. Secteur Industrie** | |
| 08 | - Société Sidérurgique de Maluku | SOSIDER |
| 09 | - Société Africaine d'Explosifs | AFRITEC |
| | - Cimenterie Nationale | CINAT |
| | **4. Secteur Transport** | |
| 10 | - Société Nationale de Chemin de Fer du Congo | SNCC |
| 11 | - Office National des transports | ONATRA |
| 12 | - Régie des Voies Ariennes | RVA |
| 13 | - Régie des Voies Maritimes | RVM |
| 15 | - Lignes Aériennes Congolaises | LAC |
| 16 | - Compagnie Maritime du Congo | CMDC |
| | - Chemins de Fer des Uélés | CFU |
| | **5. Secteur des télécommunications** | |
| 17 | - Office Congolaise des Postes et Telecommunication | OCPT |
| | **6. Secteur Financier** | |
| 18 | - Caisse Générale d'Epargne du Congo | CADECO |
| 19 | - Société Nationale d'Assurances | SONAS |
| | **7. Secteur Service** | |
| 20 | - Hôtel Karavia | KARAVIA |

**Source :** *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, 50ème Année, Numéro spécial du 30 Avril 2009.*

**Tableau II. Liste de quelques Etablissements publics**

| N° | DENOMINATION | SIGLE |
|---|---|---|
| | **1. Secteur Agricole** | |
| 01 | - Office National des Produits Agricoles du Congo | **ONAPAC** |
| | **2. Secteur transport** | |
| 02 | - Régie des Voies Fluviales | RVF |
| 03 | - Office de Gestion du Fret Multimodal | OGEFREM |
| 04 | - City-Train | CITYTRAIN |
| | **3. Secteur de communication** | |
| 05 | - Agence Congolaise de Presse | ACP |
| 06 | - Radiotélévision Nationale Congolaise | RTNC |
| | **4. Secteur Financier** | |
| 07 | - Fonds de Promotion de l'Industrie | FPI |
| 08 | - Caisse Nationale de Sécurité Sociale | CNSS |
| | **5. Secteur des constructions** | |
| 09 | - Office des Routes | OR |
| 10 | - Office des Voiries et Drainage | OVD |

| | | |
|---|---|---|
| | **6. Secteur des Services** | |
| 11 | - Office National du Tourisme | ONT |
| 12 | - Agence Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat Congolais | ANADEC |
| | **7. Secteur du Commerce** | |
| 13 | - Foire Internationale de Kinshasa | FIKIN |
| 14 | - Office Congolais de Contrôle | OCC |
| | **8. Secteur de la Recherche** | |
| 15 | - Institut National des Statistiques | INS |
| 16 | - Institut National d'Etudes et Recherche du Congo | INERA |
| | **9. Secteur de la Conservation de la Nature** | |
| 17 | - Institut Congolais pour la Conservation de la Nature | ICCN |
| 18 | - Institut des Jardins Zoologiques et Botaniques du Congo | IJZBC |
| 19 | - Institut des Musées Nationaux du Congo | IMNC |
| | **10. Secteur de la Formation** | |
| 20 | - Institut National de Préparation Professionnelle | INPP |

**Source :** *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, 50ème Année, Numéro spécial du 30 Avril 2009.*

**Tableau III. Liste de quelques services publics**

| N° | Dénomination | Sigle |
|---|---|---|
| | **1. Secteur Agricole** | |
| 01 | - Office National de Développement de l'Elevage | ONDE |
| | **2. Secteur des Mines** | |
| 02 | - Centre d'Expertise, d'Evaluation et de Certification des substances minérales précieuses et sémi- précieuses | CEEC |
| | **3. Secteur Financier** | |
| 03 | - Office de Gestion de la Dette Publique | OGEDEP |
| 04 | - Office des Douanes et Accises | OFIDA |
| | **4. Secteur des services** | |
| 05 | - Régie Nationale d' Approsionvionnement et d'Imprimerie | RENAPI |

**Source :** *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, 50ème Année, Numéro spécial du 30 Avril 2009.*

## II. LES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : DU « BINOME : INSTITUTIONS-LEADERSHIP » COMME NOUVEAU PARADIGME DE GESTION EN RD. CONGO

Il importe de rappeler que les Entreprises du portefeuille de l'Etat devraient accompagner le Gouvernement dans la conquête des richesses et des capitaux, tout en militant pour la croissance économique. Il est aussi commode de noter que cette liste que présentent nos tableaux ci-haut, n'est pas limitative. Certes, Il sied de considérer encore pour la RD. Congo les entreprises qui ne sont pas sous l'autorité du Ministère du Portefeuille, ainsi que les sociétés d'économie mixte, etc.[15]

Décidément, en dépit du système économique choisi par le pays, le libéralisme économique, par exemple, dans le cas particulier de la République Démocratique du Congo, ne se confondrait pas avec « la

[15] Données de l'observation participante.

dissolution de l'Etat ».[16] Néanmoins, l'observation nous laisse soutenir que les entreprises de l'Etat congolais vues téléologiquement, de manière générale, ne répondent pas aux attentes de la nation congolaise. Elles sont même considérées, par certains analystes des sociétés comme « une charge » pour la République. Ces sociétés et/ou Etablissements, voire, services, etc., de tous les secteurs (agricole, minier, industriel, énergétique, transport, etc.), connaissent d'énormes problèmes qui impactent négativement l'élan du développement du pays.[17] Il y a lieu, en ce qui concerne les Entreprises du portefeuille de l'Etat Congolais, de citer comme problèmes, notamment : - outil de production (insuffisant, obsolète et/vétusté), - accès aux semences améliorées et intrants de première nécessité, - absence ou impraticabilité des routes de desserte agricole rendant difficile l'évacuation des produits vers les grands centres, - accès aux lignes des crédits auprès des banques commerciales locales, - absence d'une banque de crédits agricole, - spoliation des espaces agricoles, - main d'œuvre spécifiée, - passif trop lourd et - mauvaise gouvernance, etc.[18]

Il est utile de considérer que cette liste n'est pas limitative, mais, indicative. Ceci fait que la pratique d'affectation d'énormes ressources financières à l'importation des denrées alimentaires et autres biens, etc., devient une culture pour la nation Congolaise. Face à cette situation non permissive de la croissance économique, nous nous posons la question : que faire ?

En effet, cette production scientifique qui pose la problématique de la nécessité de la survie de la nation Congolaise et de la souveraineté de son Etat, ainsi que de son indépendance, essaie de répondre à cette question en responsabilisant le Gouvernement de la RD. Congo à tout faire pour redresser ou relancer les Entreprises étatiques. Ceci importe, car, il va de la survie de tout un peuple et de sa souveraineté. L'étude plaide, ainsi, pour « une gestion des Entreprises du portefeuille fondée sur les intérêts républicains, soutenue par : « le binôme : institutions-leadership »[19] comme paradigme de la gestion de « la Res publica ». Bref, il urge que l'on impose une manière de faire qui fait des Entreprises de l'Etat congolais la colonne vertébrale de la croissance économique, mieux, de son développement.

Quid de la « gestion des Entreprises du portefeuille de l'Etat selon les intérêts républicains » et du « binôme : institutions-leadership » comme paradigme de la gestion que nous proposons en République Démocratique du Congo ?

La réponse à cette question voudrait que nous puissions insister sur la nécessité de relancer les Entreprises étatiques d'abord ; ensuite, celles d'économie-mixte et à proposer certains préalables en vue de gagner ce pari de la croissance. A coup sûr, l'histoire comparée des nations et la littérature sociologico-politique et économique, etc., parcourue par nous, nous obligent de discuter de la problématique de l'organisation structurelle des Entreprises, du profil des mandataires et d'une politique nationale de gestion utilitaire des entreprises du portefeuille de l'Etat, sans oublier la bonne gouvernance, etc., comme facteurs historiques de leur performance.

Il y a des décennies, la nomination des mandataires publics en RD. Congo se basait sur la seule recommandation des partis politiques. Chaque regroupement politique devrait recommander selon le quota qu'il a par rapport à son poids politique. Cette pratique a beaucoup contribué au recul de l'action participative

---

[16] *Idem.*

[17] MABI MULUMBA, E., *Les dérives d'une gestion prédatrice*, CPR-Kinshasa, *(SD).*

[18] Données de l'observation.

[19] BUSSA TONGBA, J - L, « La diversification de l'économie congolaise… » dans : LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA RD. CONGO. « RDC TERRE D'ESPOIR », Conférence-débat, FASEG, UNIKIN, 20 JUIN 2024

des Entreprises du portefeuille dans le devenir historique meilleur de la nation Congolaise ?[20] et a plus entretenu ce que d'aucuns qualifient « de la criminalisation de l'Etat »[21] dans la gestion. Voilà pourquoi, il devient utile que, même si le parti peut recommander, au nom des « intérêts républicains » et du « binôme : institutions-leadership », pris pour le nouveau paradigme de gestion, il y a urgence que l'Etat Congolais se propose une politique nationale de la gestion des entreprises du portefeuille et revisite les éléments du profil du mandataire public. N'est-ce pas que dans la marche historique des nations, Kwame Nkrumah met en exergue la suprématie de la sphère politico-étatique ? Pour ce dernier, il faudra : « chercher premièrement la politique, et le reste vous sera donné par surcroit ».[22] A nous de soutenir, en l'interprétant, que la croissance économique demeure aussi tributaire de la politique proposée par l'Etat Congolais en la matière. Voilà pourquoi, nous plaidons pour : « une certaine stabilité socio-institutionnelle sur une base culturelle nationale en RD. Congo, selon que celle-ci, de nos jours, ne peut être réalisée que par des autorités politiques porteuses des valeurs et, l'obéissance aux lois ».[23]

A côté d'une politique nationale permissive de la gestion des entreprises du portefeuille de l'Etat au niveau central, qui orienterait toutes les actions sectorielles de chaque entreprise vers le « salut commun » des Congolais, le candidat gestionnaire doit, encore, faire preuve d'un niveau d'études (instruction) requis, ainsi que d'une expérience professionnelle (de préférence être de l'Entreprise considérée) éloquente, etc. Il doit aussi rassurer qu'il serait un homme (ou une femme) « porteur(se) des valeurs. Dans tous les groupes humains, les valeurs sociales étant définies comme : « … des idées, des idéaux, des comportements appréciés et recherchés, se rapportant aux institutions familiales, aux relations économiques, au système politique, aux relations avec autrui, ainsi qu'aux effectuations spécifiques».[24] Certes, toute valeur est cette connotation, cette appréciation supérieure attachée à un fait, à un comportement, à quelque chose. Les valeurs constituent de la sorte un système de référence qui orientent. Les élites ou le « groupe porteur » jouent un rôle important dans la formation, dans l'émergence et la structuration des valeurs. Dans toute société, historiquement située, c'est bien les valeurs sociales qui définissent le contenu des rôles et des attentes, ainsi que le profil des relations sociales, aller outre constitue la déviance.

Cependant, le groupe porteur se veut, « au niveau élevé des animateurs, celui des animateurs de l'Etat, des détenteurs du pouvoir politique principalement, …. celui qui établit les conditions générales de la pensée et de l'action, de manière que par les consolidations successives des actions intégrées d'ordre politique, économique, social et culturel (religieux et idéologique), la nation soit cet ensemble d'intérêts communs, de conscience et solidarité partagés à vocation semblable».[25] Le groupe porteur « est le phénomène sociologique nécessaire au développement économique ».[26] Dans une République, si les valeurs sont des idées et des idéaux,

---

[20] Données de l'observation.

[21] BOLIMA BOLITSI W., « De la criminalisation de l'Etat comme mode de gestion des entreprises publiques en République Démocratique du Congo :… », *article déjà-cité*, pp. 57- 65.

[22] KWAME NKRUMAH, cité par BOLIMA BOLITSI W., « La RD. Congo, un Etat-nation et/ou une République ? De la nécessité de la socialisation des congolais aux valeurs axiales relatives à l'animation de l'Etat et/ou à la gestion de l'économie », *dans M.E.S,* n° 124, du Septembre-Octobre, Kinshasa- RDC, 2022, p.131.

[23] BEATTIE, J., *Anthropologie sociale.*

[24] LOMBEYA B., L., Etat et système socio-économique, déjà-cité, *op- cit,* pp. 27-28.

[25] LOMBEYA B., L., *op- cit,* pp. 27-28.

[26] JANNE, H., *Le système social. Essai de théorie générale*, Bruxelles, Ed. de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, *passim.*

etc., qui orientent l'agir historique des acteurs socio-politiques et économiques, elles doivent, toutefois, être portées par un « groupe porteur », mu par une volonté politique de réussir exprimée par l'ensemble des acteurs de tous les secteurs de la vie nationale. Point n'est besoin de rappeler que « la mystique de développement »[27] impose certaines valeurs aux opérateurs concernés.

Il importe, de souligner que dans une République, l'animation de l'Etat, comme la gestion de l'économie suppose des valeurs axiales[28] que voici : ***- l'institutionnalisation et le respect des règlements qui s'imposent à tous*** (il s'agit de la contrainte organisée, exclusivement détenue par l'Etat, elle doit avoir un caractère universel pour éliminer l'impunité), ***- l'impartialité*** (« qui doit être la qualité fondamentale du fonctionnaire, c'est impérieux que le mandataire de l'Etat soit aussi impartial, si non, il compromettrait la productivité même des entreprises, l'irrégularité ou la fraude payant plus que le travail productif».[29] En effet, la concussion, les détournements, la corruption, l'insatisfaction des aspirations et des besoins collectifs qui sont constitutifs du sous–développement, procèdent de la partialité et de l'impunité qui l'accompagnent, (le soutient Lombeya Bosongo.),[30] ***- la défense de l'intérêt général*** (qui implique la fonction du choix et d'arbitrage), ***- le caractère indispensable de la prévision***[31] (« rien n'est plus nécessaire au gouvernement d'un Etat que la prévoyance, puisque par son moyen, on peut aisément prévenir beaucoup de maux qui ne peuvent guérir qu'avec des grandes difficultés quand ils sont arrivés.»),[32] ***- la compétence*** (consiste à l'accumulation et à la mise en pratique pertinente et opportune des savoirs et de savoir-faire, de manière à atteindre, de la façon la plus meilleure possible, les objectifs assignés à l'institution ou à la structure), ***- la capacité et la détermination de galvaniser les ressources humaines***, ***- la recherche-développement*** (de nos jours, le vrai pouvoir réside dans le savoir**),**[33]***- l'organisation méthodique du travail, - la planification, - l'utilisation de la machine (ou, plus globalement, la promotion de la technologie), - la diversification de l'économie, - la production en série et la normalisation, - la stratégie de l'indépendance économique,*** (qui doit faire la jonction avec l'indépendance politique),[34]etc.[35]

L'étude affirme que la gestion de l'économie impliquerait inévitablement des valeurs morales, éthiques et/ou déontologiques. En effet, Henri Janne souligne que : « le développement économique qui, en somme, représente un système de valeurs, requiert un groupe social porteur des valeurs, porteur d'idéologie de développement et implique que ce groupe soit maître du pouvoir politique pour agir conformément au message qu'il porte ».[36] Certes, cette notion du « groupe porteur » sans lequel le développement économique ne peut avoir lieu, est générale dans l'histoire. Néanmoins, il sied, en outre, d'affirmer que dans toutes les nations civilisées, pour que l'agir historique des mandataires publics puisse produire des effets escomptés, il faut qu'il soit aussi assis sur une régulation étatique forte, mais, intelligente du comportement de tous les gestionnaires étatiques, etc. Voilà pourquoi, nous soutenons avec John Beattie qu'«une certaine stabilité des

---

[27] Pour signifier un engagement, avec une participation active de la population aux actions de développement national.

[28] LOMBEYA B., L., *op- cit, passim.*

[29] ARDANT, G., *Technique de l'Etat,* P.U.F. Paris, 1956, p. 59

[30] LOMBEYA, B., L., *op- cit, passim.*

[31] DEMOSTHENE, *Première philippique,* dans Harangues, T.1. n°s pp.38 -41

[32] Œuvres du Cardinal de Richelieu, cité par GABRIEL ARDANT, *op. cit.* p.63.

[33] JANNE, H., *op-cit,* 1968, *passim.*

[34] PERROUX, F., *L'Indépendance de la Nation,* PERROUX, F., *L'économie du XX*$^{ème}$ *siècle,* Paris, PUF., 1961, *passim*.

[35] LOMBEYA B., L., *op- cit, passim.*

[36] *Idem.*

institutions sociales sur une base nationale ne peut être réalisée de nos jours que par des autorités politiques constituées et l'obéissance aux lois».[37]

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS : DU PLAIDOYER POUR LA GESTION DES ENTREPRISES SELON LES INTERETS REPUBLICAINS

Cette réflexion s'est fixée comme objectif principal d'analyser et de présenter la psychologie propre, les motivations et les valeurs, etc., qui façonnent les groupes animateurs de l'Etat et des gestionnaires de l'économie nationale, les rendent agents et facteurs historiques de la croissance économique, par ricochet, du développement. Dans les lignes qui précèdent, nous avons proposé une énumération synoptique des valeurs axiales idoines à l'animation de l'Etat et à la gestion de l'économie dans une République.

En ce qui concerne la performance des Entreprises du portefeuille de l'Etat en République Démocratique du Congo, particulièrement, l'étude souligne que le Gouvernement de la République doit faire d'elles la locomotive de la croissance économique, mieux, un socle de l'économie nationale, mais, surtout, un levier du développement national. A cet effet, puisque le libéralisme économique ne vaut pas la dissolution de l'Etat, il urge de proposer le « binôme : institutions-leadership »[38] comme nouveau paradigme de gestion axée sur les intérêts républicains. En outre, le retrait de l'économie nationale congolaise qui est jusque-là entre les mains des étrangers, doit être à l'ordre du jour des gouvernants. Ainsi, pour y arriver, des recommandations suivantes sont formulées :

- une politique nationale cohérente des Entreprises publiques : celle-ci donnerait la vision du Gouvernement sur la participation des Entreprises de l'Etat dans les efforts du soutien de l'économie nationale, indique la responsabilité de chaque entreprise, tout en déterminant l'apport de l'Etat, etc. ;
- une révisitation du statut des mandataires publics : qui indique le profil du mandataire public en mettant en exergue des valeurs scientifiques (les compétences), morales et éthiques, ainsi que déontologiques, etc., (que nous résumons dans : - le Savoir, - le Savoir-faire, - le Savoir-faire faire, et - le Savoir être) ;
- une culture permissive d'une gestion axée sur les intérêts républicains en vue du « salut commun », soutenue par des sanctions (positives comme négatives) des résultats présentés,[39]etc.

En définitive, prônant la bonne gouvernance,[40] assise sur des intérêts républicains, tout en étant soutenue par la gestion axée sur le résultat, cette production scientifique recommande que les entreprises du portefeuille de l'Etat Congolais ne soient plus considérées comme des canards boiteux.[41] Elles doivent, désormais, être vues comme des outils indispensables pour la République, lui permettant de booster son économie. Pour ce faire, leur gestion doit être confiée aux hommes et/ou aux femmes, etc., compétent(e)s, qui font preuve d'un leadership visionnaire, stratège, mus de l'esprit prométhéen et/ou de risque, et porteurs des valeurs permissives du « salut commun » des congolais.

## BIBLIOGRAPHIE

[37] JOHN BEATTIE, *Anthropologie sociale*, cité par LOMBEYA B., L., *op- cit, passim.*

[38] BUSSA TONGBA, J – L., « La diversification de l'économie congolaise… » dans : LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA RD. CONGO. « RDC TERRE D'ESPOIR », Conférence-débat, FASEG, UNIKIN, 20 JUIN 2024.

[39] Données de l'observation participante.

[40] DE QUIRINI, *L'économie au service de tous,* Eds. L'Epiphanie, Limeté-Kinshasa, 1993

[41] Données de l'observation participante.

- AHMED MOUMMI, « Analyse de la pauvreté en République Démocratique du Congo », *dans Working paper,* SERIES n°112, BAD, Tunis, Août 2010, pp. 10- 14.
- BAENDE IKUNGOLA, J. G., *Mutations de l'Etat et enjeux de la reconstruction nationale en RDC : quête citoyenne d'une gouvernance de développement,* Thèse de doctorat en SPA, UNIKIN, 2O11-2012.
- BLANCHE, G., *l'introduction scientifique et les lois naturelles*, PUF, Paris, 1969.
- BOLIMA BOLITSI, W., « Du devenir historique meilleur d'une société nationale et de la prévisibilité de comportement de ses citoyens : un regard croisé sur la force de la loi et le rôle de l'Etat dans le cas de la RD. Congo », dans les *Cahiers Economiques et Sociaux,* IRES, Vol. XXXIII, Ed. PUK, 2024.
- BOLIMA BOLITSI, W., « De la criminalisation de l'Etat comme mode de gestion des entreprises publiques en République Démocratique du Congo : Notre point de vue sur les valeurs et la force de la loi comme de l'anthropo-socio-thérapie », *dans M.E.S,* n° 129, Vol. 1 du Juillet- Août, Kinshasa- RDC, 2023, pp. 57- 65.
- BOLIMA BOLITSI W., « De la norme juridique comme facteur de la croissance économique et/ou comme moteur de développement national. Point de vue systemico - contrefactuel sur la dialectique droit et économie dans le cas de la RD. Congo », *dans M.E.S,* n°130, Vol.1, du Septembre-Octobre, Kinshasa- RDC, 2023, pp. 249-260.
- BOLIMA BOLITSI, W., *Apprendre la sociologie pour comprendre la société et réussir la pratique de l'économie politique,* Tome I, Eds. PUK, Kinshasa- RD. Congo, 2023, pp. 247.
- BOLIMA BOLITSI, W., et MASUMBU KALONDA, S., « Le Consensus de Washington et/ou la puissance de l'État dans l'émergence des Dragons d'Asie orientale. « Avec quel groupe porteur pour le devenir historique de la RD. Congo ? », dans *M.E.S,* n° 56 du Septembre-Octobre, Kinshasa- R.D.C, 2009, pp. 33-72.
- BONGELI YEIKELO YA ATO, E., *La mondialisation, occident et le Congo-Kinshasa,* L'Harmattan, Paris, 2011.
- BONGELI YEIKELO, E., *D'un Etat-bébé à un Etat Congolais responsable,* L'Harmattan- LASK, Paris, 2009.
- BUSSA TONGBA, J -L, « Quid de la diversification de l'économie de la RD. Congo? Analyse comparative des exportations et importations », dans *M.E.S,* n°134, vol. 1, du Mai-Juin, Kinshasa-RD.C, 2024, pp.9-24;
- BUSSA TONGBA, J- L, *L'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en RD. Congo de 1980 à 2006,* Mémoire de DEA en Sciences économiques, FASEG-UNIKIN, Juillet 2010.
- BUSSA TONGBA, J-L., et BOLIMA BOLITSI, W., « Du cadre méthodologique et de la légitimation des résultats d'une recherche scientifique : point de vue sur la portée stratégique de l'analyse contrefactuelle dans la saisie de l'effectuation d'un possible parmi les possibles dans un champ social », dans *M.E.S,* n°134, vol. 1, du Mai-Juin, Kinshasa-RD.C, 2024, pp. 9-24.
- DE QUIRINI, *L'économie au service de tous,* Eds. L'Epiphanie, Limeté-Kinshasa, 1993.
- DE SAINT VICTOR, JACQUES, « *Capitalisme prédateur et logique mafieuse, Au-delà des « affaires », l'esprit mafieux a-t-il gangrené l'économie et nos démocraties ? », Conférence débat tenue à Toulouse, le* 18 Janvier 2014.
- GABRIEL ARDANT, *Technique de l'Etat,* P.U.F. Paris, 1956.
- KABEYA TSHIKUKU, *Epistémologie et méthodologie économiques. Aperçu critique à l'usage des chercheurs en Afrique,* Toulouse, Ed. Mélibée, 2018.

- KALELE- KA- BILA, *Le FMI et la situation sociale au Zaïre, « Basusu na bisengo, basusu na mawa »,* Labossa, Lubumbashi, 1984.
- LATOUCHE, S., *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique la construction d'une société alternative,* Ed. Mille et une nuits, 2004.
- LOMBEYA BOSONGO, L., *Etat et système socio-économique,* FASEG, UNIKIN, 2018-2019.
- LOMBEYA BOSONGO, L., « Les agents et facteurs internes de la malédiction des ressources naturelles », dans *les Cahiers Economiques et Sociaux de l'IRES*, Numéro Spécial (60 années), Ed. PUK, 2017, pp. 265-278.
- MABI MULUMBA, E., *Les dérives d'une gestion prédatrice*, CPR-Kinshasa, *(SD).*
- MUTINGA MUTUISHAYI, M., *RD. Congo, la République des inconscients*, Kinshasa, Eds. Le Potentiel, 2010.
- MUTOMBO KAMANGA, J., *Valeurs, principes et symboles de la république et ethnies,* Avril, 2022.
- PERROUX, F., *L'Indépendance de la Nation,* PERROUX, F., *L'économie du XX*ème *siècle,* Paris, PUF., 1961.